



Taches brunes sur or vert

De la guerre de la banane à celle des supermarchés

Colombie, Photo J. Stephen Conn

Concurrence acharnée, exploitation sociale et cultures peu écologiques sont des maux bien connus de la production de bananes.

Mais qu'en est-il aujourd'hui de ces taches brunes sur l'« or vert » ?

Et quel est le rôle joué par le commerce équitable ?



La guerre de la banane

La fin de la guerre

Le 8 novembre 2012, l'Organisation mondiale du commerce faisait la fête. Ce jour-là, l'Union européenne et dix pays latino-américains signaient un document mettant un terme juridique à ce que l'on a appelé « la guerre de la banane », la plus longue série de différends de l'histoire du système commercial multilatéral. « Il s'agit là d'un moment absolument historique », déclarait Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC.

Avant cet accord, le monde se subdivisait en bananes dollars, bananes ACP et bananes européennes.

Le régime bananier appliqué par l'UE protégeait les petits producteurs des anciennes colonies françaises et britanniques d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, en leur octroyant un accès illimité et exempt de taxes au marché européen. Les bananes originaires d'Amérique latine, provenant essen-

tiellement de grandes plantations aux mains de géants américains tels que Chiquita, Dole et Del Monte, se voyaient, de leur côté, imposer un droit de douane à hauteur de 175 \$ la tonne. Les bananes produites dans les Départements français d'outre-mer et dans les îles Canaries étaient, elles aussi, exemptes de droits, car « intra-européennes ».

Estimant que le régime bananier appliqué par l'UE était contraire aux règles de libre échange de l'OMC, les pays producteurs de bananes d'Amérique latine avaient déposé plusieurs plaintes. Après des années de discussion, l'Europe avait fini par céder. L'accord du 8 novembre s'inscrit dans le cadre de l'accord de Genève sur le commerce des bananes (GATB), prévoyant de diminuer progressivement les droits de douane sur les bananes latino-américaines, de 175 dollars la tonne à 114 dollars en 2017.

Quelques chiffres

La banane est un fruit aux milliers de variétés. La plus connue est sans conteste la banane dessert sucrée dont la production annuelle mondiale atteint 71 millions de tonnes. Les bananes à cuire ont une teneur beaucoup plus forte en amidon. C'est pour cela qu'elles doivent être cuites, comme leur nom l'indique, avant d'être mangées. Forte d'une production annuelle de 47 millions de tonnes, la banane à cuire constitue l'alimentation journalière de base de 400 millions de personnes.

Seuls 14 % de la production annuelle de bananes sont exportés, majoritairement les bananes dessert sucrées de la variété Cavendish. Il faut en effet savoir que les 3 principaux producteurs (Inde, Chine et Brésil) consomment eux-mêmes leurs bananes. L'Équateur est de loin le plus grand exportateur. 70 % des exportations sont aux mains de 5 entreprises (Chiquita, Dole, Del Monte, Fyffes et Noboa).



Banane à cuire et banane dessert. Photo sxc.hu

Le bonheur des uns fait le malheur des autres

On est toutefois en droit de se demander si tout le monde a autant de raisons de se réjouir que Pascal Lamy. C'est assurément le cas de quelques pays exportateurs tels que l'Équateur, qui ont déjà vu augmenter leurs exportations vers l'Europe. Néanmoins, pour plusieurs pays ACP, la fin de ce régime préférentiel a de lourdes répercussions. Ainsi, les quelque 900.000 tonnes de bananes, souvent produites dans de petites plantations et vendues à un prix plus élevé, sont dorénavant mises sur le même pied que les 4 millions de tonnes produites par les grands acteurs d'Amérique latine.

Pour compenser le démantèlement de ces droits de douane, l'Europe a décidé d'octroyer aux pays ACP une aide à l'investissement de l'ordre de 190 millions d'euros, destinée à accroître la compétitivité de ces pays. Ce montant est uniquement prévu et approuvé jusqu'à la fin de 2013, date après laquelle il devra être renégocié.

Pour l'heure, l'impact de cette (r)évolution semble très divers. Ainsi, la Jamaïque a depuis mis un terme à ses exportations ; quant à celles des Îles du Vent, elles ont chuté de 61 %.

Par contre, la République dominicaine et le Belize ont vu leurs exportations progresser respectivement de 50 et 70 %. Certains pays auront encore, et ce pendant de nombreuses années, un besoin vital de ces mesures d'aide européennes pour pouvoir tenir le coup. D'autres, comme l'Ouganda, tentent de tirer leur épingle du jeu en misant sur une production certifiée équitable ou bio, ou sur des produits dérivés comme la farine de banane ou le jus de banane.

Une concurrence exacerbée

La situation est plus confortable pour les producteurs de bananes approvisionnant le marché américain. La hausse des coûts de production et l'inflation y sont prises en compte, ce qui s'est traduit par un doublement du prix d'achat par rapport à celui de 2004. A contrario, sur le marché européen, le prix d'importation est resté stable ces dernières années, soit environ 12,9 € le carton ; ce qui représente en termes réels une diminution de revenus pour les producteurs. Les pays dont l'économie est basée sur le dollar parviennent encore à compenser en partie cette perte grâce à un taux de change avantageux. Pour les pays d'Afrique de l'Ouest, par

contre, cela constitue un obstacle supplémentaire dans leur recherche de nouveaux débouchés.

Le Centre de recherche français CIRAD a comparé le prix de revient de régimes de bananes provenant d'Équateur et d'Afrique, en tenant compte des taux de change et des tarifs douaniers européens. Pour l'heure, ce prix est assez similaire. Mais la diminution des tarifs douaniers pour l'Équateur d'ici à 2020, posera un problème de taille à l'Afrique. Cela démontre d'entrée de jeu la difficulté de rester compétitif dans un marché libéralisé où la taille des plantations conditionne le coût, mais pas le prix de vente.

Qui plus est, l'avenir réserve encore bien des incertitudes. L'Europe a ainsi conclu en 2009 des accords commerciaux avec le Pérou et la Colombie de même que, par la suite, avec plusieurs pays d'Amérique centrale. Il y est notamment



Colombie, Photo J. Stephen Conn

question de la poursuite du démantèlement des droits de douane applicables aux bananes pour les ramener à 75 € la tonne. La coopération européenne s'amplifie également avec des pays comme l'Inde et le Brésil. C'est surtout à Delhi que l'on se prépare à exporter des bananes, ce qui ne manquera pas d'entraîner une concurrence accrue sur le marché mondial.

L'impact du commerce équitable

Mais quelle est la place occupée par les commerces équitables et durables dans cette affaire ? Tous deux ont connu une forte ascension au cours de la décennie écoulée. En 2009, ces deux formes de commerce représentaient 20 % des exportations de bananes. C'est le label durable de Rainforest Alliance qui se taille la part du lion (15 %). Le fait que Chiquita ait décidé de faire contrôler l'ensemble de sa production par cette organisation est bien évidemment la raison principale de ces chiffres spectaculaires. D'autre part, quelque 3 % de la production étaient certifiés bio et 2 % équitables (Fairtrade).

Les chiffres du marché belge sont eux encore meilleurs : en 2011, pas moins de 53 % des bananes vendues étaient labellisées (Rainforest Alliance pour moitié et Max Havelaar pour un tiers). Ce faisant, le commerce équitable rafle une part de marché de 7 % (soit une hausse de 42,8 % par rapport à 2010). Ce chiffre est même encore plus élevé au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. La percée des bananes équitables dans les supermarchés est déjà une bonne nouvelle en soi. Il faut aussi faire remarquer que la moitié de la production certifiée Fairtrade Max Havelaar porte également le label bio.

L'impact de cette évolution sur les producteurs de bananes a fait l'objet d'une étude réalisée pour le compte de la Fair Trade Foundation (l'équivalent de Max Havelaar au Royaume-Uni) : « Le commerce équitable a clairement un impact positif, mais celui-ci varie fortement d'un pays à l'autre et d'un producteur à l'autre. C'est surtout sur les petits producteurs qu'il se fait grandement ressentir. Et cela ne se traduit pas tellement par une hausse des revenus, mais par une plus grande stabilité de même que par une amélioration de la production et des débouchés. Par contre, les bénéfices se font moins



Photo Max Havelaar - Eric De Mildt

ressentir au niveau des travailleurs dans les plantations. Et même si les salaires sont plus élevés dans les plantations certifiées, la prime équitable n'a que rarement débouché sur des investissements à long terme. Bien souvent, il s'agissait plutôt d'un complément bienvenu au revenu de base. » L'étude relève par ailleurs quelques autres avantages liés au commerce équitable, à savoir une meilleure représentation des groupes les plus vulnérables et une récolte plus durable.

Les Îles du Vent

L'histoire des exportations au départ des Îles du Vent, un archipel des Caraïbes, a débuté dans les années 60. En raison notamment de la guerre de la banane, les producteurs ont décidé, dans les années 90, de miser quasi exclusivement sur le réseau du commerce équitable. Cette démarche a redonné l'espoir aux habitants de ces îles. En période de crises ou en cas de mauvaise récolte, la WINFA (l'Union des Producteurs de bananes des Îles du Vent) est toujours parvenue à apporter à ses membres l'appui financier dont ils avaient besoin grâce aux primes Fairtrade et aux débouchés garantis. L'avenir semble toutefois moins rose puisque l'avantage concurrentiel par rapport aux bananes dollars va progressivement s'estomper. Par ailleurs, ces dernières années, la région a été plus qu'à son tour frappée par des ouragans. Et, pour couronner le tout, la cercosporiose noire (ou sigatoka noir), ce champignon tant redouté, a fait son apparition dans les plantations. La production, qui atteignait encore 25.000 tonnes en 2010, a de ce fait chuté de moitié en 2012. Le nombre de bananes équitables a baissé pour passer de 8.000 il y a dix ans à 1.000 aujourd'hui.

Renwick Rose, coordinateur de la WINFA, voit la situation d'un mauvais œil : « Les mécanismes de marché à eux seuls ne permettent pas à nos ouvriers et petits agriculteurs de mener une vie décente. Suite à la combinaison de différents facteurs, le prix payé pour des produits équitables ne permet plus non plus à nos membres de garder la tête hors de l'eau. Il faut véritablement une action urgente et coordonnée sans quoi tout sera perdu. »

Si le Forum mondial de la banane (voir plus loin) remplit Renwick Rose d'espoir, ce dernier craint cependant une poursuite de la spirale descendante imputable à la guerre des supermarchés britanniques (voir plus loin).

Le Forum mondial de la banane

Une large assise



Le Forum mondial de la banane (FMB - World Banana Forum) a été fondé en 2009 au siège de la FAO, avec pour mission explicite de « coopérer pour aboutir à une production et un commerce plus durables ». Pour les défenseurs d'une chaîne commerciale équitable et durable, cette création est venue récompenser le travail de lobbying qu'ils menaient depuis des années. L'un d'entre eux est Alistair Smith, fondateur de l'ONG britannique Banana Link : « *La particularité de ce forum, c'est que nous sommes parvenus à réunir tous les acteurs : pas seulement les syndicats, les coopératives et les organisations de producteurs et de consommateurs, mais aussi les exportateurs, les armateurs, les pouvoirs publics, les scientifiques, les organismes de certification et les grandes multinationales.* »

Les participants, répartis en trois groupes de travail, se penchent sur les aspects sociaux, économiques et environnementaux de la production bananière. En mars 2012, plus de 200 représentants ont dressé un bilan provisoire et défini des points d'action. La première priorité qui s'est dégagée fut la mise en place d'une bibliothèque de bonnes pratiques par le partage d'expériences entre scientifiques, grandes entreprises internationales et petits producteurs. Le groupe chargé des questions environnementales s'est penché entre autres sur les émissions de CO₂. Le recours à une fertilisation mieux maîtrisée, au transport par voie maritime et à une meilleure utilisation des cartons devant permettre d'en réduire le niveau. Alistair Smith : « *Il est encourageant de relever que le forum n'élude pas certains sujets, tabous jusqu'il y a peu encore. La monoculture dans les plantations de bananes a ainsi déjà été mise en question. Sommes-nous en*

mesure de maîtriser les maladies en recourant à l'usage de produits moins nocifs que les traditionnels pesticides ? Et existe-t-il, dans l'intérêt de l'ensemble du secteur, des solutions alternatives à cette monoculture ? »

1 eurocentime pour un salaire décent

Le groupe de travail économique, baptisé officiellement « *Distribution de la valeur ajoutée* », a lui aussi fourni des informations intéressantes. Dans divers pays d'Amérique latine, des études ont été compilées comparant le salaire d'un ouvrier dans les plantations de bananes à la valeur d'un panier composé de produits de base vitaux. À tous les coups, ce salaire s'est avéré insuffisant pour pouvoir se payer le panier. Alistair Smith : « *Le fait de mettre des mots sur les problèmes constitue déjà une première étape. Il nous faut ensuite trouver le moyen de combler ce fossé. Cela ferait une incroyable différence pour des centaines de milliers de travailleurs.* » L'objectif est que des études de ce genre, menées dans 8 pays exportateurs de bananes, fournissent encore plus de données chiffrées et de perspectives.

Une des conclusions d'une étude du CIRAD, également réalisée à la demande du FMB, saute directement aux yeux. Actuellement, la part perçue par un petit producteur ou un ouvrier dans les plantations s'élève en moyenne à 3,5 % du prix payé par le consommateur. Si cette part était portée à 5 %, cela ne représenterait, pour le consommateur occidental, qu'une hausse de prix de l'ordre de 1 à 2 eurocentimes par main de bananes. Cette hausse dérisoire constituerait toutefois une énorme avancée pour bon nombre de producteurs, ces derniers seraient alors assurés d'un salaire minimum leur donnant une chance de sortir de la pauvreté. Une réelle distribution de valeur ajoutée, pour utiliser la terminologie du FMB.



La guerre des supermarchés

Non-sens britannique

Il y a 10 ans, Asda, une chaîne britannique de grands magasins détenue par le géant américain Walmart, réduisait drastiquement le prix de ses bananes. D'autres acteurs du marché, comme Tesco, Sainsbury's et Morrisons, se sont alors empressés de riposter à cette « déclaration de guerre ». Depuis, les prix sont en permanence déprimés de l'autre côté de la Manche. Un exemple : en 2012, le prix des bananes dans les quatre grands supermarchés britanniques a oscillé autour de 1 \$ le kilo. En comparaison, les prix pratiqués dans les supermarchés allemands et américains étaient de 25 à 30 % plus élevés, voire de 40 à 50 % en France.

Pour Alistair Smith, tout cela est pure folie : « *Lequel des 60 millions de consommateurs britanniques, qui achètent des bananes chaque semaine, connaît le prix qu'il a payé en quittant le supermarché ? Personne ne s'en soucie. Et pourtant, ces prix exagérément bas n'entraînent manifestement pas de hausse des ventes. Les Britanniques ne mangent pas plus de bananes pour autant.* »

Pour rester compétitifs dans cette « course au moins-disant », les supermarchés britanniques ont, ces dernières années, axé leur politique sur un contrôle maximum de la filière. Ils contournent donc les multinationales en achetant eux-mêmes les bananes à des entreprises nationales d'Amérique latine. La part de marché des 5 principaux exportateurs de bananes (Chiquita, Dole, Del Monte, Fyffes et Noboa) est passée de 85 % dans les années '90 à 70 % à l'heure actuelle. En amont de la filière, d'autres victimes sont aussi à déplorer. Bon nombre d'acteurs dans les pays producteurs ne retirent pratiquement plus aucun revenu de leur travail. Pour Alistair Smith, le principal danger est l'exportation de cette tendance à d'autres pays européens : « *Voulons-nous vraiment que seules survivent les entreprises les plus grandes et les plus concurrentielles qui exploitent le plus grand nombre de travailleurs ?* »

Commerce équitable (Fair trade)

Il est frappant de constater que les bananes Fair Trade se vendent elles aussi à 1 \$ le kilo dans les supermarchés britanniques. Et pourtant, le commerce équitable connaissait un véritable engouement au Royaume-Uni. En 2008, 25 % de l'ensemble des bananes étaient labellisées, essentiellement grâce à la décision prise par les supermarchés Sainsbury's et Waitrose de ne proposer que des bananes équitables. La demande de bananes équitables a alors connu une progression énorme, tout bénéfique pour plusieurs plantations de Colombie et de République dominicaine.



Toutefois, son succès s'imposant sur le marché conventionnel, la banane équitable n'a elle non plus pas échappé aux règles impitoyables. Elle a dû rentrer dans le jeu des bas prix à la consommation, ce qui a fortement accru la pression sur les producteurs afin qu'ils réduisent les coûts. Les grandes plantations productrices de bananes équitables y sont mieux parvenues que les petits producteurs des Îles du Vent, par exemple, qui ont de nouveau vu leurs possibilités d'exportation fondre comme neige au soleil.

« *Fort heureusement, cette pression à la baisse est moins présente en Belgique* » nous confie Pierre Laviolette, Producteur Relations Officer chez Max Havelaar Belgique. « *Car nous nous trouvons ici dans la niche des bananes à la fois équitables et biologiques. Le risque est plus grand pour les bananes non bio. Dans certains supermarchés de Suisse et des Pays-Bas aussi, la marge dégagée sur les bananes équitables s'est réduite comme peau de chagrin. Cela démontre le pouvoir toujours plus fort des chaînes de supermarchés dans le secteur bananier. L'un des principaux motifs de cette évolution est qu'elles ne dépendent dorénavant plus des grandes entreprises bananières pour le transport maritime réfrigéré par container. Cela leur permet d'acheter directement leurs bananes dans des coopératives ou des plantations et de fixer elles-mêmes les prix.* »



Cauchemar colombien

La Colombie se classe en 4^e position des exportateurs de bananes. 75 % des récoltes, dont 35 % labellisées Fairtrade, sont acheminées par bateau vers l'Europe. Jusqu'il y a peu, les ouvriers se félicitaient de travailler dans le secteur bananier. Les salaires moyens dans les plantations et les entreprises de conditionnement étaient élevés par rapport à d'autres pays exportateurs. Les conditions de travail et la liberté d'association y étaient également relativement bonnes grâce à une excellente relation entre Augura (l'association de producteurs de bananes) et Sintrainagro (le syndicat actif dans le secteur agricole).

Dans l'industrie de la banane, la guerre des prix à l'échelon mondial, et en Grande-Bretagne en particulier, s'est toutefois soldée par un revirement de situation. Dans un marché libéralisé, les acteurs aux coûts les plus élevés, payant les meilleurs salaires et consentant le plus d'investissements dans une production équitable et bio, sont les premiers à en faire les frais. 2012 a été une année catastrophique pour la production de bananes colombiennes. La pression à la baisse sur les prix s'est accompagnée de moins bonnes conditions climatiques et, partant, d'une mauvaise récolte. Certains producteurs ont mis un terme à la production ; d'autres ont arrêté de payer leurs cotisations au fonds d'assurance sociale. La menace de violences s'est réellement fait ressentir dans cette région de production bananière.

L'Association de producteurs équitables colombiens a lancé un cri de détresse, sous la forme d'une lettre ouverte. En résumé : « *Dans ces conditions, il nous est impossible de continuer à travailler dans le respect des critères équitables ou éthiques. Nous ne serons plus à même de livrer des bananes équitables en 2013, à moins que le prix minimum ne soit revu.* » Ils proposent une hausse de 0,65 \$ par carton.

Alistair Smith : « *Je pense qu'il n'est que raisonnable pour les supermarchés britanniques d'approuver cette hausse de prix. En tant que principaux distributeurs de bananes équitables, ils doivent la percevoir comme une opportunité et un signal clair à adresser aux consommateurs pour leur faire prendre conscience qu'il n'est pas possible, ni permis de garder un prix équitable aussi bas que ces dernières années.* »

Écoutons ce qu'en pense **Pierre Laviolette** : « *Ces dernières années, les coûts liés à la production de bananes ont connu une évolution vraiment très rapide. En conséquence, calculer un prix minimum pour les bananes équitables n'est pas chose aisée. Ce qui correspond à un supplément manifeste de prix au Panama, ne l'est que peu, voire pas du tout en Colombie. Il est cependant impossible de déterminer un prix minimum différent pour chaque région, pays, type de production et situation. Nous sommes sans cesse en quête d'un équilibre et évaluons régulièrement la situation. En 2009, 2010 et 2011, le prix minimum payé pour les bananes équitables a été revu à chaque fois. Cela n'a pas été le cas en 2012, mais une révision s'impose assurément pour la Colombie en 2013.* »

Lueur d'espoir ?

Il est clair que la libéralisation du marché de la banane, qui a débouché sur les guerres de la banane et des supermarchés, atteint essentiellement les plus petits producteurs de bananes et les pays ACP. Et nonobstant sa percée ces dix dernières années, la filière équitable fait montre d'une faible capacité à se défendre. Le Forum mondial de la banane réussira-t-il à inverser plusieurs de ces tendances ? Il a entre les mains le sort de millions d'ouvriers.

Pourtant, Alistair Smith entrevoit encore une raison d'espérer : « Les premiers contrats et chiffres pour 2013 semblent montrer un début de revirement. Les prix des bananes dans les supermarchés britanniques se rapprochent de ceux pratiqués en Allemagne. Quant à la politique d'achat, elle évoluerait elle aussi au détriment des pays dans lesquels les salaires et les conditions de travail sont les pires. Est-ce dû au hasard ? Ou la persistance des campagnes publiques, menées par des organisations de consommateurs, des ONG et de plus petits distributeurs, commence-t-elle enfin à porter ses fruits ? »

Epée de Damocles?

La banane dessert que nous connaissons est la variété Cavendish. En raison de sa stérilité, cette variété présente une faible résistance aux maladies, assurément lorsqu'elle est cultivée en monoculture sur d'énormes superficies. On est dès lors en droit de se demander si la Cavendish est suffisamment bien armée du point de vue génétique pour résister aux attaques de nouvelles maladies. Aux Philippines, par exemple, la maladie de Panama a déjà décimé la production de plantations entières. Si cette maladie devait se répandre en Afrique et en Amérique latine, les conséquences pourraient s'avérer incalculables.



Colombie, Photo J. Stephen Conn



Mexique, Photo Jaako

Trade for Development Centre
Mars 2013



CTB TRADE FOR DEVELOPMENT

WWW.BEFAIR.BE

**LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be**

Les opinions exposées dans cet article ne représentent pas forcément celles de la CTB ou de la Coopération belge au Développement.

Sources :

Trade for Development Centre, La banane, un fruit en sursis, www.befair.be

Bananalink, www.bananalink.org.uk

Cyclope, Les marchés mondiaux 20: Bananes, www.cercle-cyclope.com

CIRAD, www.cirad.fr

Impact of Fairtrade in the banana sector, The Fairtrade Foundation, [www.fairtrade.org.uk/includes/documents/cm_docs/2011/F/Fairtrade in the Banana Sector_IDS Final Report December 2011.pdf](http://www.fairtrade.org.uk/includes/documents/cm_docs/2011/F/Fairtrade%20in%20the%20Banana%20Sector_IDS%20Final%20Report%20December%202011.pdf)

Windwards in struggle for banana survival, by Renwick Rose, Winfa, www.bananalink.org.uk/windwards-struggle-banana-survival

Forum mondial de la banane, <http://www.fao.org/economic/worldbananaforum/wbf-aboutus/fr/>

World Banana Forum: getting down to business, Alistair Smith, Bananalink, www.promusa.org/tiki-custom_home.php

Agritrade, résumé analytique, mise à jour d'août 2012, secteur de la banane, <http://agritrade.cta.int/fr/>

The implications for bananas of the recent trade agreements between EU and Andean central American countries, ictsd.org/i/publications/85064

Crisis in Columbia, www.bananalink.org.uk/fairtrade-banana-crisis-brewing-colombia